

gens sans travail, sans espoir, et qui commencent à perdre patience.

Lorsque le premier ministre apprend que plus d'un demi-million de Canadiens sont en chômage, il croit, singulièrement, pouvoir tout régler en disant que le chômage a déjà été plus élevé dans le passé. Monsieur l'Orateur, c'est sûrement la première fois dans notre histoire qu'un gouvernement du Canada a délibérément tenté de créer le chômage, et cette particularité distingue le gouvernement actuel de tout autre gouvernement antérieur. Or, ce qui ne semble pas inquiéter le premier ministre c'est qu'un grand nombre des chômeurs actuels étaient en chômage aux jours d'autrefois dont il parle, et dans certaines régions de chômage chronique, ce sont les fils et les filles des chômeurs d'il y a dix ans dont le premier ministre fait tellement état aujourd'hui. Le premier ministre et ses collègues devraient renoncer à ces artifices oratoires, et reconnaître que leurs gestes portent sur des vies humaines et que dans, certains cas, leurs politiques sont délibérément destructrices.

Le gouvernement offre une défense rituelle de sa politique qui tend à créer du chômage. Il insinue qu'il est nécessaire de combattre l'inflation, et que nous devons choisir entre l'inflation et le chômage. C'est une fausse alternative. C'est un vieil artifice que de réduire chaque problème à deux extrêmes contradictoires. En insinuant que nous ne pouvons combattre l'inflation qu'en créant du chômage, on tente délibérément d'induire les Canadiens en erreur et de conditionner leur opinion.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** En réalité, les options ne sont pas aussi restreintes ou absolues que le premier ministre et ses collègues le laissent entendre. Quand ils disent que nous ne pouvons combattre le chômage et l'inflation simultanément, ils contredisent directement les opinions exprimées par le président de la Commission des prix et des revenus, et celles de maints autres économistes, et en offrant ces options fausses et irréductibles, le gouvernement non seulement perpétue le chômage, mais empêche la discussion ou l'élaboration d'autres moyens pour combattre l'inflation, qui n'imposeraient pas un fardeau aussi lourd et aussi injuste au faible, au pauvre et au chômeur.

Je rappelle à la Chambre que les politiques gouvernementales non seulement créent délibérément du chômage au Canada, mais encore que le gouvernement encourage aussi, de propos délibéré, les gens aisés à croire que

le chômage importe peu, que c'est un mal nécessaire et que, suivant les propres paroles du premier ministre, c'est un effet secondaire regrettable d'une entreprise hardie dont certains doivent forcément souffrir, et pourquoi pas les pauvres? Il faut se rappeler que cette politique, et la volonté de considérer le chômage comme «un effet secondaire regrettable», existe au nom de la société juste. Notre société n'est pas juste du tout. Ces méthodes visent à créer une société aussi cynique, aussi égoïste et aussi cruelle que le gouvernement lui-même.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Je fais rarement des déclarations de ce genre au cours d'un débat, monsieur l'Orateur, mais il s'agit ici d'une politique immorale. Le gouvernement n'a pas le droit, en toute conscience, de priver un demi-million de Canadiens de travail et de donner à entendre à la majorité des gens pourvus d'un emploi et bénéficiant d'une situation confortable que cette dureté de cœur a en quelque sorte sa raison d'être. Le principe à la base de la politique ministérielle, c'est que les faibles doivent souffrir pour que les forts prospèrent. C'est une théorie inacceptable, monsieur l'Orateur, une théorie barbare.

**Des voix:** Bravo!

**L'hon. M. Stanfield:** Nous devons obliger le gouvernement, même si le débat ne devait servir qu'à cela, à envisager le chômage sous son vrai jour, non comme une arme cruelle devant servir dans une campagne indécise à atteindre d'autres objectifs, mais comme une source de misère pour les hommes, un marasme régional et peut-être même de grave désordre social.

Plus d'un demi-million de chômeurs, c'est une situation déjà assez grave, mais le chômage a des répercussions bien au-delà des gens qu'il touche directement. Il engendre la peur chez les milliers de Canadiens, qui se demandent s'ils vont conserver leur emploi, qui craignent d'être les prochaines victimes du gouvernement déterminé à modérer le rythme de l'économie. Cette politique touche les familles, monsieur l'Orateur, et les projets de tous ces Canadiens, qu'ils soient déjà chômeurs ou qu'ils craignent de l'être bientôt, soit des centaines de milliers d'autres Canadiens. Il y a probablement des millions de Canadiens dont l'angoisse et les malheurs sont accrus du fait que le taux de chômage est élevé et que le gouvernement du Canada, leur gouvernement, a déclaré—on a peine à le croire—qu'il était prêt à l'augmenter encore.